

Nature de l'acte : 6.1

N° AP 15 01 2024

Mis en ligne le ...13.02.2024

Transmis le ...12/01/2024...

ARRÊTÉ PORTANT SUR LA VISITE PÉRIODIQUE DE L'HÔTEL MYOSOTIS

Le Maire de la ville de Lourdes,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-18, L. 2212-1, L. 2212-2

Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles R 143-1 à R 184-5 ;

Vu le Code de justice administrative, notamment l'article R. 421-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu l'arrêté préfectoral N°65-2023-07-24-00002 en date du 24 juillet 2023 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, à ses sous-commissions spécialisées, aux commissions d'arrondissement et aux commissions communales ;

Vu le procès-verbal en date du 09 janvier 2024 établi suite à la visite périodique de l'hôtel Myosotis (dossier n° 286-0185), bâtiment de type O de 5e catégorie sis, 1 avenue Monseigneur Rodhain à Lourdes,

Considérant qu'il ressort de ce procès-verbal que la commission communale de sécurité a émis un avis favorable à la poursuite de l'exploitation.

ARRÊTE

Article 1

Monsieur Stéphane AROUCH, exploitant de l'hôtel Myosotis sis, 1 avenue Monseigneur Rodhain à Lourdes est autorisé à poursuivre l'exploitation de l'établissement.

Article 2

Il appartient à l'exploitant de se conformer à l'ensemble des prescriptions contenues dans le procès-verbal de visite annexé.

Article 3

L'exploitant est invité, compte tenu des observations relevées par la commission communale de sécurité incendie, à réaliser ou faire réaliser les mesures suivantes :

- 1) Afficher la correspondance des coupures électriques d'étage : "Coupure électrique d'étage". Cette prescription concerne les arrêts d'urgence électrique placés dans les couloirs des étages ;
- 2) Équiper tous les locaux (à l'exception des sanitaires) de blocs-portes pare-flamme de degré 1/2 heure munis d'un ferme-porte. Cette prescription concerne la porte de la chambre 503 dont le ferme-porte a été désactivé ;
- 3) Supprimer tout dépôt, matériel et objet au niveau des portes, circulations, escaliers faisant obstacle à l'évacuation des personnes. Cette prescription concerne notamment la table-basse installée sur le palier de l'escalier. Cette dernière peut rendre difficile l'évacuation et bloquer les portes coupe-feu en position ouverte ;
- 4) Interdire l'accès du public au sous-sol. Cela concerne notamment l'accès par l'ascenseur qui n'est pas verrouillé.

Article 4

L'exploitant est tenu de maintenir l'établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 5

Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Lourdes, le 15/01/2024

Par délégation du Maire,




Le conseiller municipal délégué,
Jean-Georges CRABARIE

Notifié le <u>17-02-2024</u>
<input type="checkbox"/> Par courrier recommandé envoyé le
<input checked="" type="checkbox"/> Par remise en main propre
<input type="checkbox"/> Par mail envoyé le
Je soussigné(e) <u>M. Assouline Stéphane</u>
Signature : 
Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU Cours Lyautey - 64000 PAU dans un délai de deux mois.

